



E-mail :
eds.coelacanth@gmail.com

Mobile :
033634576532

Site Internet :
<http://www.editions-coelacanth.com>

ÉDITIONS COELACANTHE Facebook :
L'EMPREINTE DES COMORES Editions Coelacanth
Contactez-nous pour tous vos travaux d'édition



MAHAMOUD HAFI DÉNONCE L'ARGENT SALE AU SEIN DE LA CRC

MAS018-1

2 ÉDUCATION

► MSOMO NA HAZI
APRÈS LA FORMATION,
LE DIFFICILE DÉFI DU
SUIVI DES JEUNES

4 ÉCONOMIE

► ACOMPTE SUR IMPÔT À 100%
LE GOUVERNEMENT MAINTIENT,
LE PATRONAT VENT DEBOUT



MSOMO NA HAZI

APRÈS LA FORMATION, LE DIFFICILE DÉFI DU SUIVI DES JEUNES

La cérémonie organisée ce jeudi 17 au palais de Dar Nadjah a mis à l'honneur des jeunes d'Anjouan bénéficiaires du programme Msomo na Hazi. Derrière les attestations et les discours officiels sur l'éducation et l'insertion professionnelle, une question reste pourtant posée : que se passe-t-il pour ces jeunes une fois la formation terminée ?

Au palais de Dar Nadjah, à Anjouan, l'ambiance était celle des grandes occasions. Ce jeudi, plusieurs jeunes bénéficiaires du programme Msomo na Hazi ont reçu leurs attestations d'apprentissage, marquant officiellement l'aboutissement d'une étape de leur parcours. La cérémonie s'est déroulée sous la présidence du gouverneur de l'île autonome de Ndzuwani, Dr Zaïdou Youssouf, en présence notamment du ministre de l'Éducation nationale, Bacar Mvoulana, des responsables du programme, du Coordinateur de l'action gouvernementale dans l'île, des maires et de plusieurs personnalités politiques et religieuses ainsi que des acteurs engagés dans le développement de la jeunesse.

À travers cette rencontre, les autorités ont voulu mettre en avant les efforts consacrés à la formation et à la préparation des jeunes à leur insertion dans la vie professionnelle et sociale. Un objectif qui répond à une préoccupation bien réelle : permettre à la jeunesse comorienne de disposer de compétences capables de lui ouvrir davantage de perspectives. Mais une formation, aussi importante soit-elle, ne constitue pas toujours une fin en soi.

L'attestation n'est qu'un début

Pour les bénéficiaires, recevoir une attestation représente naturellement une reconnaissance du travail accompli. Celle-ci vient confirmer les connaissances et les compétences acquises durant le parcours de formation. Elle peut également constituer un élément supplémentaire dans la recherche d'un emploi ou dans la construction d'une activité. Mais, entre la salle de formation et le monde professionnel, le passage n'est pas toujours évident.

Une fois la cérémonie terminée, les jeunes devront retourner à leurs réalités quotidiennes. Certains chercheront un emploi, d'autres tenteront peut-être de mettre en place leur propre activité. D'autres encore devront trouver les



moyens de continuer à pratiquer ce qu'ils ont appris. C'est précisément à ce moment que commence une autre partie du parcours, souvent moins visible que la formation elle-même : celle du suivi.

La question mérite d'être posée parce que l'expérience de nombreux projets menés dans le pays montre que l'étape qui suit la formation peut parfois être insuffisamment prise en compte. Des jeunes ont été formés par le passé dans différents domaines, mais une fois les sessions terminées, l'accompagnement s'est progressivement estompé. Sans encadrement régulier, sans conseil ou sans moyens permettant de démarrer une activité, certains acquis peuvent finir par rester théoriques. Le problème n'est donc pas forcément la formation. Il se situe dans la continuité qui lui est donnée.

Des discours aux réalités du terrain

La cérémonie de Dar Nadjah a été rythmée par plusieurs interventions. Le directeur du programme Msomo na Hazi a présenté les différentes actions conduites à Anjouan ainsi que les principales réalisations enregistrées en matière de formation et d'insertion des jeunes.

Le ministre de l'Éducation nationale, Bacar Mvoulana, a pour sa part salué cette étape et insisté sur l'importance de la formation dans l'accompagnement des jeunes et le développement de leurs compétences. Le gouverneur de Ndzuwani, Dr Zaïdou Youssouf, a également rappelé le rôle central de l'éducation dans le développement de la société. Dans son intervention, il a notamment déclaré que « l'éducation, c'est la plume », tout

en présentant la jeunesse anjouanaise comme une richesse pour l'île. Ces paroles traduisent une ambition largement partagée : investir dans la jeunesse pour préparer l'avenir.

Mais entre les déclarations prononcées lors d'une cérémonie et la réalité vécue par les bénéficiaires, il existe parfois un espace qu'il faut combler. C'est celui du suivi.

D'après Nouredine Abdallah, présent lors de la cérémonie, les beaux discours et les belles promesses risquent parfois de rester sans lendemain lorsqu'aucun dispositif concret ne permet de prolonger les engagements annoncés. Son inquiétude rejoint une interrogation qui dépasse le seul programme Msomo na Hazi : que deviennent les bénéficiaires des projets une fois que les projecteurs se sont éteints ?

L'enjeu pour Msomo na Hazi

Pour Msomo na Hazi, la remise des attestations peut donc être considérée comme une étape importante, mais pas comme le point final.

Le véritable test se déroulera progressivement sur le terrain, au fil des mois. C'est là que l'on pourra mesurer si les compétences acquises pendant la formation se transforment en opportunités concrètes pour les bénéficiaires.

Cette période pourrait également permettre aux responsables du programme de recueillir les expériences des jeunes eux-mêmes. Leurs réussites, leurs difficultés et leurs attentes pourraient fournir des informations précieuses pour améliorer les prochaines actions.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'intérêt de former les jeunes. Au

contraire, l'importance de telles initiatives apparaît précisément dans un contexte où la jeunesse cherche des possibilités de qualification et d'insertion. Mais une politique de formation gagne à être pensée dans la durée. Car le risque, pour les projets successifs, serait de reproduire le même scénario : former, remettre des attestations, organiser une cérémonie, puis passer à une nouvelle initiative sans savoir précisément ce que sont devenus les bénéficiaires précédents.

Après les applaudissements, le terrain

La cérémonie de Dar Nadjah a permis de mettre en lumière des jeunes qui ont franchi une étape importante. Les discours ont rappelé la place de l'éducation et de la formation dans la construction de l'avenir de Ndzuwani. Reste maintenant le plus difficile : faire en sorte que cet avenir ne s'arrête pas au lendemain de la cérémonie.

La jeunesse anjouanaise représente effectivement une richesse, comme l'a rappelé le gouverneur. Mais cette richesse ne pourra produire pleinement ses effets que si les compétences acquises sont entretenues, valorisées et accompagnées.

Msomo na Hazi vient de franchir une nouvelle étape avec la remise des attestations. Pour les jeunes bénéficiaires, le parcours, lui, ne fait que commencer. Le véritable bilan du programme ne se mesurera donc pas seulement dans une salle de cérémonie, mais dans les parcours professionnels qui se construiront ensuite sur le terrain ●

Ahmed Abdallah

LA FIN DES ILLUSIONS

Il arrive un moment dans la vie d'une nation où les discours officiels ne suffisent plus, où les promesses des autorités publiques ne peuvent plus masquer les réalités et où les citoyens sont en droit de demander des comptes à ceux qui gouvernent. Ce moment est arrivé aux Comores.

La fin des illusions n'est pas une formule politique. Elle traduit aujourd'hui le sentiment profond d'une grande partie de nos compatriotes face à l'état du pays, l'incohérence organisationnelle, après des années de promesses, de grands projets annoncés et de rendez-vous manqués.

Depuis le retour au pouvoir en 2016 du colonel Azali Assoumani Boinaheri, à coup de force, les Comoriens ont été invités à croire à une transformation profonde du pays. Le « Plan Comores émergentes à l'horizon 2030 » devait ouvrir une nouvelle page de notre histoire économique et sociale. Mais à mesure que les années passent, le contraste entre les promesses et la réalité devient impossible à dissimuler.

D'Azali I à Azali II : les mêmes promesses, les mêmes désillusions

Lors de son premier passage au pouvoir, le colonel Azali Assoumani Boinaheri avait fait de l'Université des Comores (UDC) l'un des grands symboles de son action. L'idée était légitime : donner à notre jeunesse un outil national d'enseignement supérieur, réduire la dépendance à l'égard de l'extérieur et former les cadres dont le pays avait besoin. Mais vingt ans plus tard, où en sommes-nous ? Une université qui manque de salles de cours,

d'équipements, de moyens pédagogiques et d'infrastructures adaptées. Aujourd'hui, celle-ci ne peut en aucun cas constituer le socle d'un véritable projet de développement.

Lorsque le ministre de l'Éducation nationale, monsieur BACAR Mvoulana, évoque la possibilité de recourir à des foyers associatifs des villes environnantes de l'UDC : Mvuni et Mkazi, pour répondre aux besoins de l'enseignement supérieur, ce n'est plus simplement une difficulté administrative. C'est le symptôme d'une crise profonde de nos priorités nationales. Où allons-nous envoyer nos jeunes bacheliers de 2026 si l'UDC manque de l'essentiel ?

Pour ce second cycle de pouvoir, deux grands symboles ont été mis en avant : le centre hospitalier national El-Maarouf, appelé à devenir un hôpital de référence, et l'organisation des Jeux des îles de l'océan Indien. Là encore, le rêve est légitime. Qui pourrait être contre un hôpital moderne ? Qui pourrait être contre le rayonnement régional des Comores ? Qui pourrait être contre la réussite de nos sportifs et l'accueil de nos frères et sœurs de l'océan Indien ? Personne. Mais une nation doit savoir hiérarchiser ses urgences. Un pays qui peine à soigner ses malades (Voir le nombre de cercueils qui arrivent de l'extérieur à chaque vol international), scolariser correctement ses enfants, fournir de l'eau potable à sa population et assurer une éducation supérieure digne de ce nom, peut-il raisonnablement faire de l'événementiel sportif sa priorité absolue ?



Avec ce régime, notre pays s'est lourdement endetté. La dette publique extérieure et les engagements financiers de l'État suscitent désormais de sérieuses interrogations et doivent faire l'objet d'une transparence totale. Où sont allées ces ressources ? Quels projets ont été financés ? À quels coûts ? Avec quels résultats ? Ou sont les retombées ? Quels emprunts devons-nous encore rembourser ? Et surtout : qu'allons-nous laisser à nos enfants ? Car la dette n'est pas abstraite. Chaque franc emprunté aujourd'hui peut devenir demain une charge pour une génération qui n'aura jamais participé aux décisions qui ont conduit à son endettement. Le pouvoir vient de tendre la main aux chancelleries pour sauver le « soldat Ryan ». Hélas !

Le pays réel ne ressemble pas aux tableaux officiels

Il existe désormais deux Comores. Il y a les Comores des rapports, des statistiques, des présentations institutionnelles et des tableaux macroéconomiques. Et puis, il y a les Comores de la vie quotidienne. Le Comorien qui se lève le matin sans savoir comment nourrir sa famille. La mère qui doit choisir entre les fournitures scolaires de son enfant et les dépenses alimentaires. L'étudiant qui cherche désespérément une salle de cours. Le fonctionnaire et le retraité qui font face à la cherté de la vie. Le jeune diplômé qui ne trouve pas d'emploi. L'entrepreneur qui renonce à investir parce que l'environnement économique, énergétique, administratif et financier ne lui permet plus de prendre des risques. C'est cette réalité-là qu'il faut regarder en face. Une économie ne peut pas être jugée uniquement à travers des chiffres présentés dans une salle de conférence, comme l'a fait récemment le Gouverneur de la banque centrale. Face à cette accumulation, continuer à communiquer comme si le pays avançait normalement relève davantage de la fuite en avant que de la gouvernance.

Il faut avoir le courage politique de reconnaître qu'un modèle a échoué. Reconnaître un échec n'est pas trahir son pays. C'est tout le contraire. Le véritable courage consiste parfois à dire : nous nous sommes trompés, nous avons mal priorisé, nous devons changer de méthode.

Ce qui serait dangereux pour le pays, ce serait de poursuivre indéfiniment dans la même direction en espérant que les mêmes recettes produiront miraculeusement des résultats différents. C'est pourquoi, à mon avis, l'heure n'est plus à l'affrontement permanent entre clans politiques. Elle est plutôt à la mobilisation des forces vives de la nation.

Pour un sursaut républicain

Les Comores sont à la croisée des chemins. Nous pouvons continuer à nous enfermer dans le déni, les projets mal priorisés, l'endettement et les promesses sans lendemain. Ou nous pouvons décider collectivement de tourner la page.

Ce tournant doit commencer par un audit sérieux des finances publiques et des grands projets et se poursuivre par une évaluation indépendante des politiques publiques. Il doit ouvrir un véritable dialogue national sur les priorités du pays et remettre l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, l'agriculture, l'emploi et la justice au centre de l'action publique.

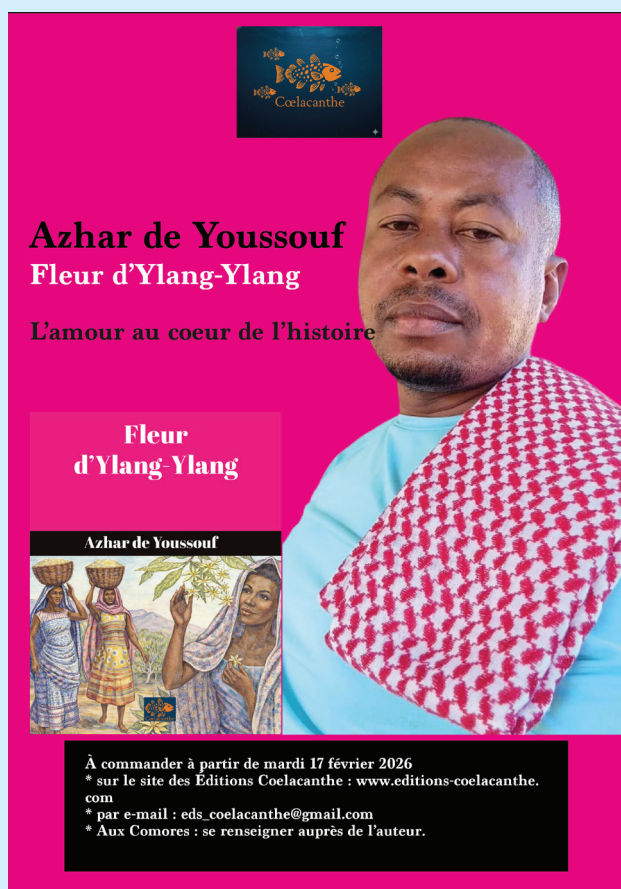
Le temps est venu pour un sursaut républicain. Car les Comores ne peuvent plus attendre. Et nos enfants ne doivent pas avoir à payer demain le prix de nos erreurs d'aujourd'hui.

AHMED Mohamed alias Ben, Coordinateur général du ROC



**EDITIONS COELACANTHE,
L'EMPREINTE DES ÎLES.**

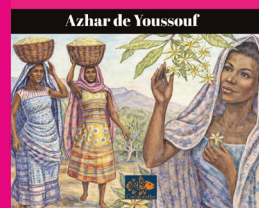
À retrouver sur
<http://www.editions-coelacanth.com>



Azhar de Youssef
Fleur d'Ylang-Ylang

L'amour au cœur de l'histoire

**Fleur
d'Ylang-Ylang**



À commander à partir de mardi 17 février 2026
* sur le site des Éditions Coelacanth : www.editions-coelacanth.com
* par e-mail : eds_coelacanth@gmail.com
* Aux Comores : se renseigner auprès de l'auteur.

ACOMPTE SUR IMPÔT À 100%

LE GOUVERNEMENT MAINTIENT, LE PATRONAT VENT DEBOUT

La bataille fiscale est désormais ouverte. En trois dates, tout s'est cristallisé. Le 31 août 2026, une note de service instaure un Acompte sur Impôt de 10% à l'importation. Le samedi 12 septembre, la Nouvelle OPACO et le SYNACO montent au créneau pour exiger sa suspension immédiate. Le mardi 15 septembre dernier, le gouvernement, en café de presse, assume et maintient la mesure. Entre volonté d'assainir les finances publiques et risque d'asphyxie du commerce, le dialogue public-privé est au bord de la rupture.



C'est le document de base, celui qui a mis le feu aux poudres. Le 31 août 2026, le ministre des Finances Moussa Abderemane a signé à Moroni la note de service n°26-09/MFBSB/CAB. Le texte, que Masiwa a pu consulter, est d'une apparente simplicité technique. Se référant au décret N°26-002/PR du 12 janvier 2026 en son article 12, il ordonne à la Direction générale des Douanes de configurer le système SYDONIA de manière à fixer un taux de 0% pour les importateurs enregistrés à la DGME (Direction des Grandes et Moyennes Entreprises) et un taux de 10% pour les importateurs ne relevant pas de la DGME, particuliers et entreprises à partir du 1er septembre 2026.

31 août 2026 : La note qui change tout

Pour l'administration, la logique est implacable. Le directeur général des impôts, Athoumani Abdou Mmadi, l'explique le 15 septembre dernier : « Tout ce qui est formel ne paie pas. En gros, cette modification vise à en finir avec les entreprises informelles ». Il s'agit donc de créer un filtre fiscal. Soit vous êtes une entreprise structurée, identifiée à la DGME, avec une comptabilité réelle, et vous échappez au prélèvement. Soit vous êtes hors DGME et vous devez avancer 10% de la valeur de vos importations. Un acompte certes récupérable sur l'impôt de fin d'année, mais qui doit être avancé immédiatement.

Sur le papier, c'est une arme anti-informel redoutable. Le prélèvement se fait au cordon douanier, au port, là où personne ne peut y échapper.

La colère de la Nouvelle OPACO et du SYNACO

La riposte du secteur privé a été

cinglante. Quatre jours avant le gouvernement, le samedi 12 septembre 2026, la nouvelle OPACO et le SYNACO, le syndicat des commerçants, ont tenu une conférence de presse commune à Moroni pour contester frontalement la mesure.

Leur premier grief est de forme : l'absence totale de concertation. Dans une lettre adressée au Directeur général des impôts avant la conférence, ils dénoncent « le caractère unilatéral et l'absence totale de concertation préalable, en contradiction avec l'institutionnalisation du dialogue public-privé et de la convention régissant nos relations ».

Sur le fond, leur attaque est frontale. Pour eux, la note ne dit pas qu'elle fait passer l'acompte de 1% à 10%, mais, dans les faits, c'est une hausse généralisée de 10% des droits et taxes douanières pour l'ensemble des usagers.

« C'est avec une profonde stupéfaction que nos organisations ont été informées par leurs membres de la modification substantielle du tarif douanier », écrivent-ils.

Un argumentaire en trois temps

D'abord, le timing est désastreux. « Dans la conjoncture économique actuelle, marquée par la guerre au Moyen-Orient, à l'origine de la hausse mondiale du prix du fret et la vulnérabilité de notre marché intérieur, porter l'Acompte sur Impôt (AI) de 1% à 10% constitue une hausse brutale aux conséquences désastreuses », alertent les deux organisations. Le président du SYNACO, Abdou Boina, a été très clair : « Nous savons tous que l'économie mondiale est bouleversée par la

guerre en Iran. Le fret a augmenté partout. Avec ce prélèvement de 10%, cela va encore empirer. On va augmenter les prix. Mais la population ne peut pas acheter. La vie est très chère actuellement ».

Ensuite, la mesure rate sa cible et crée une distorsion. C'est l'argument le plus technique porté par Hamidou Mhoma, représentant de la Nouvelle OPACO. Selon lui, le texte pénalise non pas les informels, mais les Très Petites Entreprises (TPE) formelles assujetties à la Taxe professionnelle unique (TPU). « L'objectif affiché, c'est de lutter contre le secteur informel. Alors qu'au contraire, cela va entraîner une concurrence déloyale entre entreprises formelles et la création d'une distorsion majeure entre les entreprises de la DGME et les TPE formelles. Les produits dédouanés par ces dernières subissent un surcoût de 10%, les poussant vers la mévente et, à terme, vers la fermeture ».

Enfin, le risque est systémique : étouffement de la trésorerie, baisse d'activité, fermeture d'entreprises. Le privé s'appuie même sur une étude de l'Observatoire de la Chambre de Commerce faisant état d'une baisse de près de 9% des importations de certains produits alimentaires essentiels au premier semestre 2026, liée à la hausse du fret. Pour l'OPACO, ajouter une surtaxe de 10% va accentuer cette tendance et, paradoxalement, faire baisser les recettes douanières. Les demandes des syndicats des patrons sont donc claires : « suspension immédiate de l'application de cette mesure » et « ouverture urgente de négociations ».

Le gouvernement reste sourd aux arguments des patrons

C'est dans ce climat tendu que le

ministère des Finances organise son café de presse le mardi 15 septembre dernier. Le ministre Moussa Abderemane voulait « instaurer un dialogue direct et transparent ». Le message est resté ferme.

« La note, comme vous le savez, c'est pour lutter contre le secteur informel. C'est ce qu'on fait. Maintenant, il reste à revoir les paramètres, car c'est un système informatique. [...] L'administration va le corriger. Mais la note reste en vigueur », a-t-il confirmé.

Autrement dit : le principe n'est pas négociable, seuls les bugs seront corrigés. Il a reconnu que des entreprises formelles non inscrites sur la liste DGME ont été taxées à tort à cause du paramétrage SYDONIA.

Tout son cabinet a déroulé le même argumentaire. La directrice générale du Budget, Hadidja Mohamed Darouèche, a rappelé que le budget est voté par l'Assemblée, promulgué, et que la transparence est totale, jugeant la dette intérieure à 27% « acceptable ».

Le directeur des douanes, Djanfar Salim, a précisé que son administration n'augmente pas les tarifs, elle applique une loi de janvier 2025.

Le ministre a surtout recadré le débat : « Mobiliser davantage de recettes n'a de sens que si nous améliorons également la qualité de la dépense publique ».

Deux visions qui s'affrontent

Cette chronologie en trois dates résume le dilemme comorien. Vouloir formaliser à marche forcée en taxant de 10% des TPE qui sont déjà formelles, même si elles ne sont qu'à la TPU, est contre-productif. On ne lutte pas contre l'informel en pénalisant le formel le plus fragile. Le risque est désormais concret : si l'importateur de TPE doit avancer 10%, il augmente ses prix de 10%. C'est le consommateur qui paiera l'addition de cette guerre fiscale. Et si les importations continuent de baisser de 9%, l'État perdra plus en droits de douane qu'il ne gagnera en AI.

Le gouvernement parie que la correction informatique suffira. Le privé parie que, sans suspension immédiate, des entreprises fermeront. Le dialogue public-privé, institutionnalisé avec peine, est aujourd'hui mis à rude épreuve ●

Fatouma Ali Saïd Abdallah

MAHAMOUD HAFI

DÉNONCE L'ARGENT SALE AU SEIN DE LA CRC

La cérémonie organisée ce jeudi 17 au palais de Dar Nadjah a mis à l'honneur des jeunes d'Anjouan bénéficiaires du programme Msomo na Hazi. Derrière les attestations et les discours officiels sur l'éducation et l'insertion professionnelle, une question reste pourtant posée : que se passe-t-il pour ces jeunes une fois la formation terminée ?

Au palais de Dar Nadjah, à Anjouan, l'ambiance était celle des grandes occasions. Ce jeudi, plusieurs jeunes bénéficiaires du programme Msomo na Hazi ont reçu leurs attestations d'apprentissage, marquant officiellement l'aboutissement d'une étape de leur parcours. La cérémonie s'est déroulée sous la présidence du gouverneur de l'île autonome de Ndzuwani, Dr Zaïdou Youssouf, en présence notamment du ministre de l'Éducation nationale, Bacar Mvoulana, des responsables du programme, du Coordinateur de l'action gouvernementale dans l'île, des maires et de plusieurs personnalités politiques et religieuses ainsi que des acteurs engagés dans le développement de la jeunesse.

À travers cette rencontre, les autorités ont voulu mettre en avant les efforts consacrés à la formation et à la préparation des jeunes à leur insertion dans la vie professionnelle et sociale. Un objectif qui répond à une préoccupation bien réelle : permettre à la jeunesse comorienne de disposer de compétences capables de lui ouvrir davantage de perspectives. Mais une formation, aussi importante soit-elle, ne constitue pas toujours une fin en soi.

L'attestation n'est qu'un début

Pour les bénéficiaires, recevoir une attestation représente naturellement une reconnaissance du travail accompli. Celle-ci vient confirmer les connaissances et les compétences acquises durant le parcours de formation. Elle peut également constituer un élément supplémentaire dans la recherche d'un emploi ou dans la construction d'une activité. Mais, entre la salle de formation et le monde professionnel, le passage n'est pas toujours évident.

Une fois la cérémonie terminée, les jeunes devront retourner à leurs réalités quotidiennes. Certains chercheront un emploi, d'autres tenteront peut-être de mettre en place leur propre activité. D'autres encore devront trouver les moyens



de continuer à pratiquer ce qu'ils ont appris. C'est précisément à ce moment que commence une autre partie du parcours, souvent moins visible que la formation elle-même : celle du suivi.

La question mérite d'être posée parce que l'expérience de nombreux projets menés dans le pays montre que l'étape qui suit la formation peut parfois être insuffisamment prise en compte. Des jeunes ont été formés par le passé dans différents domaines, mais une fois les sessions terminées, l'accompagnement s'est progressivement estompé. Sans encadrement régulier, sans conseil ou sans moyens permettant de démarrer une activité, certains acquis peuvent finir par rester théoriques. Le problème n'est donc pas forcément la formation. Il se situe dans la continuité qui lui est donnée.

Des discours aux réalités du terrain

La cérémonie de Dar Nadjah a été rythmée par plusieurs interventions. Le directeur du programme Msomo na Hazi a présenté les différentes actions conduites à Anjouan ainsi que les principales réalisations enregistrées en matière de formation et d'insertion des jeunes.

Le ministre de l'Éducation nationale, Bacar Mvoulana, a pour sa part salué cette étape et insisté sur

l'importance de la formation dans l'accompagnement des jeunes et le développement de leurs compétences. Le gouverneur de Ndzuwani, Dr Zaïdou Youssouf, a également rappelé le rôle central de l'éducation dans le développement de la société. Dans son intervention, il a notamment déclaré que « l'éducation, c'est la plume », tout en présentant la jeunesse anjouanaise comme une richesse pour l'île. Ces paroles traduisent une ambition largement partagée : investir dans la jeunesse pour préparer l'avenir. Mais entre les déclarations prononcées lors d'une cérémonie et la réalité vécue par les bénéficiaires, il existe parfois un espace qu'il faut combler. C'est celui du suivi.

D'après Nouredine Abdallah, présent lors de la cérémonie, les beaux discours et les belles promesses risquent parfois de rester sans lendemain lorsqu'aucun dispositif concret ne permet de prolonger les engagements annoncés. Son inquiétude rejoint une interrogation qui dépasse le seul programme Msomo na Hazi : que deviennent les bénéficiaires des projets une fois que les projecteurs se sont éteints ?

L'enjeu pour Msomo na Hazi

Pour Msomo na Hazi, la remise des attestations peut donc être considérée comme une étape importante, mais pas comme le point

final.

Le véritable test se déroulera progressivement sur le terrain, au fil des mois. C'est là que l'on pourra mesurer si les compétences acquises pendant la formation se transforment en opportunités concrètes pour les bénéficiaires.

Cette période pourrait également permettre aux responsables du programme de recueillir les expériences des jeunes eux-mêmes. Leurs réussites, leurs difficultés et leurs attentes pourraient fournir des informations précieuses pour améliorer les prochaines actions.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'intérêt de former les jeunes. Au contraire, l'importance de telles initiatives apparaît précisément dans un contexte où la jeunesse cherche des possibilités de qualification et d'insertion. Mais une politique de formation gagne à être pensée dans la durée. Car le risque, pour les projets successifs, serait de reproduire le même scénario : former, remettre des attestations, organiser une cérémonie, puis passer à une nouvelle initiative sans savoir précisément ce que sont devenus les bénéficiaires précédents.

Après les applaudissements, le terrain

La cérémonie de Dar Nadjah a permis de mettre en lumière des jeunes qui ont franchi une étape importante. Les discours ont rappelé la place de l'éducation et de la formation dans la construction de l'avenir de Ndzuwani. Reste maintenant le plus difficile : faire en sorte que cet avenir ne s'arrête pas au lendemain de la cérémonie.

La jeunesse anjouanaise représente effectivement une richesse, comme l'a rappelé le gouverneur. Mais cette richesse ne pourra produire pleinement ses effets que si les compétences acquises sont entretenues, valorisées et accompagnées.

Msomo na Hazi vient de franchir une nouvelle étape avec la remise des attestations. Pour les jeunes bénéficiaires, le parcours, lui, ne fait que commencer. Le véritable bilan du programme ne se mesurera donc pas seulement dans une salle de cérémonie, mais dans les parcours professionnels qui se construiront ensuite sur le terrain ●

Ahmed Abdallah

C'EST LA RENTRÉE LITTÉRAIRE DES ÉDITIONS CŒLACANTHE



<http://www.editions-coelacanthe.com>



You Tube



Faouzia Ibrahim Abdallah

Bourguiba
Une vie en accords majeurs

